



Déclaration préalable
SUDCT Région Occitanie
Comité Social Technique
du 21 novembre 2024



La Région Occitanie, comme l'ensemble des collectivités territoriales et du service public, subit les conséquences financières de la gestion de l'économie par un gouvernement qui a pratiqué le ruissellement inversé, des pauvres aux riches.

Le tout, sans dévier d'une politique de relance par l'offre qui n'a d'intérêt que de gonfler le portefeuille des actionnaires et des grandes entreprises à coups de CICE, de subventions sans contrepartie et de dégradation des conditions de travail du privé comme du public, sans oublier le carnage environnemental et social.

Cette politique ne fonctionne pas, puisque les françaises et les français n'ont plus rien dans le porte-monnaie, et galèrent pour manger, se loger, se chauffer. Les plans sociaux s'accumulent, et il n'y a jamais eu autant d'enfants vivant dans la rue, ce qui devrait alerter tout un chacun sur le cynisme de cette politique et le coût que cela porte aux plus fragiles.

La prochaine étape, c'est de faire payer les malades : diminution des remboursements médicaux, rattachement des services médicaux à la CPAM qui menace les avis indépendants concernant les ALD, les accidents de travail, les maladies professionnelles pour le privé, et passage à 3 jours de carence pour les fonctionnaires, via un alignement par le bas avec les pires pratiques du privé.

Nous voilà, agent.es de la collectivité, aux mains d'un Président qui rencontre son homologue argentin Mileil, qui voulait passer le service public à la tronçonneuse, d'un ministre Kasbarian qui a été l'un des premiers à féliciter Elon Musk de sa désignation comme ministre de Trump pour détruire le service public américain, précisant même vouloir partager avec lui sur les méthodes !

Nous voilà, agent.es de la Région pointé.es comme trop nombreux.ses par un élu du RN lors de l'Assemblée Plénière de novembre, preuve de plus de leur imposture pour les travailleur.euses, eux qui soutiennent nationalement le passage aux 3 jours de carence! Ceux qui une fois de plus désignent les immigré.es, les dépenses sociales comme de mauvaises dépenses et la cause de tous nos malheurs, et proposent de supprimer les Régions pour alléger le millefeuille administratif.

Nous tenons à le redire haut et fort, le RN n'est pas notre ami et SUD ne cédera jamais à leurs politiques racistes, sexistes et ultralibérales.

Pour SUD, les agent.es de la Région n'ont pas à faire les frais de la gestion gouvernementale qui ne favorise que les privilégié.e.s !

Pour SUD, les élèves de l'enseignement public et les habitant.es de l'Occitanie n'ont pas à subir de dégradation du service public qui leur est dû.

Pour SUD, le service public est le bien de toutes et tous, il doit être préservé, c'est la prunelle de nos yeux ! 10 milliards d'efforts exigés des collectivités locales ce n'est pas possible concrètement sans détruire le cadre de vie quotidien de toutes et tous.

Nous appelons les agent.es à se mobiliser le 5 décembre prochain mais aussi à partir du 10 décembre pour unifier notre lutte avec celle des camarades cheminot.es car nous avons le même adversaire, ce gouvernement minoritaire qui n'a de cesse, avec la complicité de l'extrême droite, de mettre notre pays à genoux et s'acharne contre les plus pauvres et les plus fragiles.

Certes, les agent.es de la Région ont un travail. Pour beaucoup précaires, nous pensons aux contractuel.les ou aux contrats de projet, mais aussi aux collègues dont les missions pourraient faire l'objet d'une privatisation, comme l'a fait la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour les missions d'entretien des lycées.

Le ciel est menaçant pour les collègues de la Région, qu'ils et elles travaillent dans les lycées, avec la menace de postes non remplacés lors des départs en retraite à cause du gel des embauches annoncé par la Présidente, ou par manque d'effectifs qui nuit à la santé de travailleurs et travailleuses vieillissant.es, déjà usé.es par le travail, à qui on demande d'en faire toujours plus, quand ce n'est pas mieux, avec moins !

Il est aussi menaçant pour les services généraux, avec l'introduction de l'intelligence artificielle dans nos outils de travail, qui, en complément de la dématérialisation, est une menace sérieuse, que SUD ne sous-estime pas, pour nos postes, nos missions et leur intérêt. Nous redoutons que l'IA devienne un outil de pressurisation, d'optimisation, de contrôle, d'intensification et de déshumanisation de nos métiers. Bref, la "dé-bureaucratisation" et l'efficacité" attendues par le ministre Kasbarian.

La Présidente de Région rappelait lors de la dernière Assemblée Plénière que les dépenses de fonctionnement sont contenues, mais à quel prix pour la santé physique et mentale des agent.es ?

Elle annonce de nouveaux lycées (sans postes ?), davantage de soutien et de dossiers à traiter pour aider les agriculteur.trices, mais comment ? La DELTAA est une direction en souffrance, et qui n'a pas trouvé de réponses malgré nos alertes !

Non, les agent.es ne doivent pas être la variable d'ajustement. Non les services ne devraient pas être rationalisés, rappelons que le mot ration est lié aux heures sombres de l'histoire, celles où on ne mange pas à sa faim.

Bien que nous soyons opposé.es aux missions externalisées des agences et satellites, nous sommes solidaires des collègues qui y travaillent et qui aujourd'hui, parce que ce sont les premiers fusibles, s'inquiètent pour leur devenir.

Pour SUD, avant de geler les embauches, il y avait d'autres leviers à activer. Nous rappelons que nous dénonçons depuis des années le coût financier pour la collectivité, pour les libertés publiques, pour l'environnement, de la bunkérisation des établissements scolaires à coup de caméras de surveillances (dont certains chefs abusent pour surveiller les agent.es en toute illégalité), de portiques hideux aux entrées des bahuts, ou autres tourniquets qui font penser aux enclos de bétail ...

Nous rappelons notre opposition aux dépenses hors champ de compétence, la Région n'étant pas là pour pallier les carences de l'Etat sur la santé (postes de médecins), aux carences des banques et des marchés concernant les aides aux entreprises, ou encore aux carences de l'Etat et des communes dans le domaine de la sécurité publique (financement de locaux de commissariats ou d'EPI pour des policiers).

Nous sommes également opposé.e.s aux chantiers écocides comme l'A69 et espérons que la justice y mettra fin (cela semble bien parti), ou encore les bassines.

Enfin, nous estimons que l'argent public doit aller aux lycées publics, et non aux privés, dans un contexte d'opacité sur l'importance du financement du secteur éducatif privé par les contribuables. Les CREPS et les lycées publics ont besoin de travaux et de personnels, de cuisines réhabilitées, de sanitaires en bon état, de chauffage... au moment où la plupart des réserves budgétaires des établissements sont à l'os suite à l'épuisement progressif du fonds de roulement, ce qui devrait animer les prochains CA sur les budgets !

Le service public régional ne se fera pas sans ses agent.es, qui ont déjà subi la fusion, et dénoncent le manque de moyens qui nuit à leur santé.

Quand leur santé est en danger, et que même la Médecine de Prévention alerte la Présidente, la Région lance un audit sur l'optimisation et l'augmentation de la charge de travail ? C'est ce qui se passe pour les cuisines centrales, et c'est à peine croyable !

Plus que jamais nous attendons que les agent.es de la Région soient conforté.es dans leurs conditions de travail, et non rationalisé.es tout en étudiant leur "absentéisme" à la loupe.